

Nuclear Posture Review 2018 **La dissuasion nucléaire en dormition ?**

Alexis Baconnet

Document de recherche - Mai 2018

ifas

Institut français d'analyse stratégique



Fondé en 2001 par François Géré, l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) est un centre de recherche privé français, spécialisé dans l'étude des questions de stratégie, de défense et de relations internationales. A partir d'une équipe interdisciplinaire, l'IFAS conduit des recherches intégrant domaines flous et sciences dures et croisant les approches macrostratégiques (dimension globale des affrontements) et microstratégiques (particularités régionales des affrontements). L'institut travaille notamment sur : la dissuasion nucléaire ; la prolifération nucléaire ; les risques chimiques et bio-bactériologiques, les stratégies liées aux missiles et aux anti-missiles ; le développement de l'activité militaire spatiale ; le terrorisme et la guérilla ; la défense et les stratégies dans l'espace euratlantique, en Asie et au Moyen-Orient ; la pensée stratégique contemporaine ; les modalités de contrôle de la violence organisée et de retour à l'état de paix ; le rôle des organismes internationaux dans la gestion des crises et leur résolution ; les opérations d'information ; l'action psychologique et la médiatisation des conflits ; la cyberstratégie. <www.strato-analyse.org/fr>

Alexis Baconnet est chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) et chercheur associé au Centre lyonnais d'études de sécurité internationale et de la défense (CLESID, EA 4586, Lyon 3) et au Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS, École des Hautes études internationales).

Résumé

Les capacités nucléaires des États-Unis reposent sur 1411 têtes nucléaires déployées au sein d'une triade nucléaire complète (moyens sol-sol, air-sol, mer-sol, stratégiques et tactiques, balistiques, aérobies et gravitationnels). Or, la durée de vie des systèmes d'armes et le contexte géostratégique exigent que les composantes nucléaires américaines soient modernisées. Une nouvelle Nuclear Posture Review (NPR) a en conséquence été adoptée, prenant ainsi en compte la perception qu'à l'administration du président Trump du nouvel environnement de sécurité internationale tout en confirmant l'étendue des ambitions stratégiques de Washington. Mais la modernisation programmée de l'arsenal risque d'être menée, en dépit de l'optimisme du discours, au prix d'un effort financier substantiel, et le développement de nouvelles capacités de faibles puissances pourrait quant à lui être porteur d'un estompement de la stratégie de dissuasion au profit d'une stratégie d'emploi.

Alexis Baconnet, « Nuclear Posture Review 2018. La dissuasion nucléaire en dormition ? », Document de recherche, Institut français d'analyse stratégique (IFAS), mai 2018.

« Dans un proche avenir, les développements probables sont la normalisation de la posture nucléaire américaine, l'évolution d'un équilibre militaire entre grandes puissances fondé sur la dissuasion vers un équilibre fondé sur l'interdiction, l'existence à l'échelle mondiale de poches locales de dissuasion active, l'émergence enfin d'éléments locaux de défense antimissile. Au cours des années 2020 on devrait ainsi entrer dans un "troisième âge nucléaire". »

Christian Malis, *Guerre et stratégie au XXI^e siècle*, Paris, Fayard, 2014, p. 92

"If we have them, why can't we use them ?" (...) "Why can't we use nuclear weapons ?"

Propos attribués à Donald Trump lors d'un *briefing* avec un expert des affaires étrangères avant son élection, rapporté par Joe Scarborough, in *Morning Joe, MSNBC*, August 3, 2016.

Les capacités nucléaires des États-Unis reposent sur 1411 têtes nucléaires déployées au sein d'un triade nucléaire complète (moyens sol-sol, air-sol, mer-sol, stratégiques et tactiques, balistiques, aérobies et gravitationnels). Or, la durée de vie des systèmes d'armes et le contexte géostratégique exigent que les composantes nucléaires américaines soient modernisées. Une nouvelle *Nuclear Posture Review (NPR)* a en conséquence été adoptée, prenant ainsi en compte la perception qu'à l'administration du président Trump du nouvel environnement de sécurité internationale tout en confirmant l'étendue des ambitions stratégiques de Washington. Mais la modernisation programmée de l'arsenal risque d'être menée, en dépit de l'optimisme du discours, au prix d'un effort financier substantiel, et le développement de nouvelles capacités de faibles puissances pourrait quant à lui être porteur d'un estompement de la stratégie de dissuasion au profit d'une stratégie d'emploi.

D'une *Nuclear Posture Review* l'autre

Signée par le secrétaire à la Défense James Mattis et publiée le 2 février 2018, la *NPR* prend acte de l'environnement de sécurité et accorde en conséquence les forces nucléaires et la stratégie de dissuasion nucléaire pour les cinq à dix prochaines années.

En conformité avec le traité *New START*¹ de 2010, la précédente *NPR* de 2010 prévoyait des limitations du nombre de têtes, des vecteurs et des porteurs déployés. Mesure de maîtrise des armements affirmant un objectif de désarmement, le but de long terme était de tendre vers un monde dénucléarisé ; tout en précisant que les États-Unis resteraient une puissance nucléaire de première ordre tant que l'arme nucléaire existerait.

Dans une approche plus classique, le président Trump s'est prononcé, dès sa prise de fonctions en janvier 2017, en faveur de l'adoption d'une nouvelle *NPR* afin de s'assurer que la dissuasion nucléaire américaine était adaptée aux menaces du XXI^e siècle ainsi qu'à la réassurance des alliés. Donald Trump s'était ainsi déclaré, en février 2017, pour la restauration de la suprématie américaine en matière nucléaire. Fruit d'un processus inter-agences ayant duré une année, la nouvelle posture nucléaire américaine s'oriente vers un objectif moins ambitieux que la précédente, davantage conforme au rôle historiquement tenu par les armes nucléaires : la recherche de la paix par la supériorité et l'interdiction plutôt que par l'équilibre et le désarmement.

La perception américaine de l'environnement de sécurité internationale

L'ensemble des éléments de la composante nucléaire américaine (sol-sol, air-sol, mer-sol, commandement, infrastructures) sera ainsi modernisé en raison des exigences des cycles de vie des systèmes d'armes (la plupart ont été déployés dans les années quatre-vingt) ainsi qu'en raison de

1 *Strategic Arms Reduction Treaty.*

l'état actuel de la sécurité internationale, notamment les comportements agressifs de la Russie, de la Chine et de la Corée du Nord ainsi que les activités de l'Iran.

L'objectif d'un désarmement global soutenu par le président Obama est abandonné pour se recentrer sur l'objectif plus réaliste qu'est la maîtrise des armements ; notamment en raison des allégations américaines de non respect russe du traité Forces nucléaires intermédiaire en Europe (FNI, 1987)² à propos des missiles déployés à Kaliningrad, des Initiatives nucléaires présidentielles (INP, 1991)³ à propos de la non réduction du nombre d'armes nucléaires tactiques possédées et du Traité ciel ouvert (2002)⁴ à propos des restrictions au survol de Kaliningrad. Mais des possibles violations du traité FNI par les États-Unis existent également avec la potentielle réversibilité de certains systèmes antimissiles en systèmes offensifs⁵. La conservation par la Russie de nombreuses armes nucléaires tactiques violant les INP doit être mise en perspective avec la possession américaine de charges nucléaires réglables et d'avions multirôles dont les possibilités brouillent la distinction entre tactique et stratégique. Enfin, si les restrictions russes au Traité ciel ouvert peuvent manifester une mauvaise volonté diplomatique et stratégique, elles doivent être analysées au regard de l'expansion permanente de l'OTAN ayant été poussée par les USA depuis la fin de la Guerre froide ainsi qu'au regard du retrait unilatéral de Washington, en 2002, du Traité antimissile balistique de 1972.

Les adversaires potentiels désignés par la NPR sont la Russie, la Chine, l'Iran, la Corée du Nord ainsi que tout État impliqué dans le terrorisme, les groupes terroristes ou encore les acteurs non étatiques (comprendre le Hezbollah ou Daesh). Par mesure de sécurité, l'*Open Ocean Targetting* est cependant maintenu.

La Russie multiplie et diversifie ses capacités conventionnelles mais aussi nucléaires (têtes et vecteurs, notamment à double capacité conventionnelle et nucléaire). Mais contrairement à ce qu'affirme la NPR qui ne présente qu'une instruction à charge et ne reconnaît aucune relation de cause à effet ou d'émulation entre le comportement des deux États, la Russie ne considère pas les USA et l'OTAN comme une menace à ses ambitions géopolitiques mais comme une menace à sa sécurité, notamment celle de son étranger proche. La NPR affirme sans nuance que la stratégie russe conçoit l'arme nucléaire tactique ou du moins limitée et le *first use* comme un moyen de désescalade dans les conflits alors que rien dans les documents et déclarations officielles russes ne fait état d'une telle volonté.

La Chine dispose toujours d'une posture nucléaire nébuleuse, peu transparente et développe de nouveaux vecteurs et porteurs nucléaires ainsi que des capacités antimissiles de moyenne et de courte portée, mais la quantité et la qualité de ses forces demeurent très en-dessous de celles dont disposent les USA. En revanche les progrès des capacités nucléaires chinoises, combinés aux progrès en matière conventionnelle (A2/AD, cyber, projection de forces...) permettent de toute évidence – mais sans que la NPR le reconnaisse – à la Chine de réduire la liberté d'action des États-Unis, notamment dans la Mer de Chine méridionale qui tend à être sanctuarisée comme un espace chinois⁶.

2 Qui interdit le déploiement sur le continent européen de missiles balistiques et de croisière, conventionnels et nucléaires, basés au sol, d'une portée allant de 500 km à 5 500 km.

3 Qui règlent le déploiement et le stockage des armes nucléaires tactiques sur le continent européen.

4 Qui permet et encadre les vols de surveillance non armés sur la totalité du territoire des États membres.

5 Le système de tir MK-41 déployé en Roumanie depuis 2016 (et devant être déployé en Pologne en 2018) est capable de tirer des missiles de croisières Tomahawks, d'une portée allant de 1500 km à 2500 km et d'une capacité duale (conventionnelle et nucléaire). Cf. notamment Alexis Baconnet, « Stratégie des moyens et traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI) », *Revue Défense Nationale*, Tribune n°791, 23 juin 2016.

6 Daniel Schaeffer, « Mer de Chine méridionale : une sanctuarisation chinoise », *Revue Défense Nationale*, Tribune du 24 octobre 2010.

Il est reproché à la Russie et à la Chine d'avoir « adopté un comportement de plus en plus agressif » mais cela doit être mis en perspective avec le comportement américain des 20 dernières années : invasion de l'Irak, *Global War on Terror*, cyberattaques probables (Flame, Stuxnet...), agressivité à l'égard de l'Iran, assassinats ciblés par drones, expansion de la défense antimissiles (DAM)... L'Amérique chercherait une relation stable avec la Russie et la Chine, mais stabilité n'est pas équilibre, et Washington n'accepte qu'une stabilité asymétrique à son bénéfice en refusant l'émergence de tout *peer competitor*⁷. En affirmant que l'occupation russe de la Crimée nuit à tout dialogue constructif, les USA refusent de mentionner qu'il s'agit par bien des aspects d'une réaction russe aux révolutions colorées, au *Regime Change* et à la guerre hybride américaine.

Concernant la Corée du Nord, celle-ci n'est plus un proliférant mais bien un État ayant proliféré. Bien que les USA se contentent de parler de développement d'armes nucléaires et de tests de missiles nucléaires, il faut admettre que Pyongyang dispose désormais d'une dissuasion nucléaire, certes rustique, mais néanmoins suffisante pour sanctuariser son territoire. Dans cette mesure, il est irréaliste, comme l'affirme la NPR, d'aspirer à une dénucléarisation de la Corée du Nord. La seule dimension de la crise nucléaire nord-coréenne qu'il serait éventuellement possible, et encore, d'enrayer est celle concernant les actions d'État proliférateur disséminant des technologies nucléaires et permettant la prolifération d'autres États.

Enfin, l'Iran est désormais probablement devenu une puissance du seuil dans la mesure où il dispose de la capacité de réaliser une arme nucléaire plus ou moins rustique en quelques mois. Ce qui inquiète les USA est la poursuite du programme balistique militaire iranien dans la mesure où, d'après la NPR, Téhéran perçoit les États-Unis comme une menace à ses ambitions de devenir la principale puissance géopolitique régionale. On peine pourtant à voir en quoi l'Iran prendrait le risque d'attaquer les intérêts américains, à moins de considérer que toute chose peut être un intérêt américain⁸.

Le rôle des armes nucléaires américaines

Comme la précédente NPR, celle de 2018 rappelle le rôle des armes nucléaires américaines. Celles-ci sont dédiées à la défense des intérêts vitaux des États-Unis (dissuasion nationale), de leurs alliés et de leurs partenaires (dissuasion élargie en Europe et en Asie). Elles sont destinées à dissuader des attaques nucléaires et conventionnelles. Leur menace d'emploi s'adresse aux États,

7 État ou collection de concurrents doté de la capacité et de la volonté de s'opposer aux États-Unis à une échelle globale, d'une manière durable et à un niveau soutenu et dans laquelle l'issue du conflit est incertaine même si les États-Unis rassembleraient leurs ressources d'une manière efficace et dans un délai approprié, in Thomas S. Szayna, Daniel Byman, Steven C. Bankes, Derek Eaton, Seth G. Jones, Robert Mullins, Ian O. Lesser, William Rosenau, *The Emergence of Peer Competitors. A Framework for Analysis*, Santa Monica, RAND Corporation, 2001, pp. 37-38.

8 Le spécialiste de l'Iran Bernard Hourcade rappelle à propos de la République islamique et des anciens combattants de la guerre contre l'Irak qui détiennent aujourd'hui le pouvoir et contrôlent les administrations qu'« ils ont fait de la production d'engins balistiques une priorité, d'autant moins négociable que les pays voisins disposent d'un arsenal infiniment plus puissant, fourni par les pays occidentaux. Le consensus national dans ce domaine est encore plus fort que celui sur le nucléaire. » in « L'Iran se réinvente en puissance régionale », *Le Monde diplomatique*, février 2018. Pourtant la posture iranienne gagnerait, pour elle-même et pour la sécurité internationale à rester sous le plafond nucléaire et à "civilianiser" son programme balistique militaire en se concentrant sur son programme de lanceurs spatiaux. La République islamique pourrait ainsi respecter ses obligations liées à sa signature du traité de non prolifération (TNP) tout en développant des lanceurs pour l'envoi de satellites et pour la construction de sa sécurité informationnelle civile et militaire (communication, contrôle, renseignement, alerte, surveillance). En cas de crise majeure menaçant ses intérêts vitaux, l'Iran pourrait ainsi potentiellement choisir de développer une arme nucléaire sur la base de ses capacités scientifiques et de convertir ses lanceurs civils en missiles balistiques ; à la manière des capacités dont dispose le Japon.

groupes terroristes et acteurs sub-étatiques. Elles sont réservées aux circonstances extrêmes pouvant inclure les attaques stratégiques conventionnelles importantes (notamment celles contre la population ou contre les infrastructures des États-Unis, de leurs alliés ou de leurs partenaires, contre les forces nucléaires américaines ou alliées, contre leurs systèmes de commandement et de contrôle ou contre leurs capacités d'alerte et d'évaluation des attaques).

Ces armes ont par ailleurs pour mission de contribuer à assurer les alliés et les partenaires, de contribuer à atteindre les objectifs américains en cas d'échec de la dissuasion et de fournir une capacité à se prémunir contre l'incertitude du futur.

Le document combine toujours dissuasion conventionnelle et dissuasion nucléaire, tout en insistant beaucoup moins sur cette relation que l'édition 2010. Sans doute pour tenter d'affaiblir l'argumentaire russe, la DAM est désormais présentée quelque peu en marge, comme un moyen de limiter les dommages en cas d'échec de la dissuasion. Le triptyque dissuasif nucléaire/conventionnel/antimissile n'est plus aussi évident, du moins repose-t-il sur une combinaison de fait et non plus sur une combinaison ouvertement doctrinale. En effet, la réalité de la progression du système antimissile américano-otanien perdure et la dissuasion otanienne telle qu'elle a été énoncée dans la déclaration du Sommet de Varsovie de 2016, combine le nucléaire, le conventionnel et l'antimissile. Le contenu du Sommet de Bruxelles en juillet 2018 devrait prendre en compte les changements de la *NPR* sans pour autant effacer la menace que véhicule le bouclier antimissile pour la Russie.

Les États-Unis garantissent par ailleurs (*Negative Security Assurances*), qu'ils ne recourront pas ou ne menaceront pas de recourir aux armes nucléaires contre les États non dotés d'armes nucléaires, membres du TNP⁹ et en conformité avec leurs obligations de non-prolifération nucléaire ; ils se réservent le droit d'effectuer tout ajustement quant à cette garantie et quant à leurs capacités, en fonction de l'évolution et de la prolifération.

Alors que la *NPR* 2010 affirmait que le rôle des armes nucléaires américaines avait décliné quant à la dissuasion des attaques non nucléaires (étaient cités le conventionnel, le chimique et le biologique), il est désormais affirmé que l'environnement stratégique présente de « graves menaces » (conventionnelles, chimiques, biologiques, nucléaires, spatiales, cyberspatiales et inclus des acteurs non étatique violents, et que les capacités nucléaires des USA sont envisagées comme des contributions essentielles à l'empêchement d'actes d'agression nucléaire et non nucléaire.

L'absence de vocation unique (*sole purpose*) qui conditionnerait l'utilisation des armes nucléaires à une riposte contre une attaque au moyen d'armes de destructions massives est donc claire. Désormais la menace d'emploi des armes nucléaires est davantage liée à la nature des cibles qui pourraient être frappées plutôt qu'à la nature des armes aux moyens desquelles les frappes pourraient se faire. Il n'est par ailleurs explicitement pas question que les États-Unis adoptent une politique de *no first use*¹⁰.

Renouvellement et modernisation des capacités nucléaires américaines

D'après la *NPR* 2018, la durée de vie de vie des charges nucléaires existantes sera étendue et le développement de la DAM maintenu, en soulignant notamment que Moscou modernise ses propres capacités de DAM.

9 Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968.

10 Le document s'inquiète cependant des possibilités de *first use* des autres États, soit à un niveau régional soit contre les USA...

Les 400 missiles sol-sol balistiques stratégiques *Minuteman III*, déployés à travers 450 silos sous-terrains verront leur vie étendue jusqu'en 2029 avant d'être remplacés (il s'agit d'une technologie remontant initialement aux années soixante-dix). Bien que *MIRVables*, ces missiles n'emporteront toutefois qu'une seule tête nucléaire chacun.

46 bombardiers *B-52H* et 20 bombardiers furtifs *B-2A* seront conservés et remplacés progressivement au milieu des années 2020 par le bombardier furtif *B-21* actuellement en développement. Le développement du missile de croisière air-sol *Long Range Stand Off (LRSO)* en remplacement de l'*AGM-86B* datant des années quatre-vingt est confirmé ; tout comme le développement de la version nucléaire du *F-35*. Le maintien en condition des bombes gravitationnelles *B61-11* déployées en Europe (Belgique, Allemagne, Pays-Bas, Italie) et en Turquie sera étendu et le développement de leur remplaçante (*B61-12*) est maintenu pour une entrée en service en 2020.

Les 14 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de classe *Ohio* bénéficieront d'une extension de vie jusqu'en 2042 (il s'agit d'une technologie des années quatre-vingt), tout comme les missiles mer-sol balistiques stratégiques (MSBS) *Trident II D5* qui les équipent et dont l'origine remonte aux années quatre-vingt-dix. Les 14 SNLE de classe *Ohio* seront progressivement remplacés par au moins 12 SNLE de classe *Columbia*, plus moderne et dont le premier exemplaire doit entrer en service en 2031. Les SNLE pourront emporter un nombre variable de têtes nucléaires selon les besoins de la dissuasion, ce qui laisse sous-entendre que tous les missiles MSBS ne seront pas nécessairement *MIRVés* ou du moins pas avec le même nombre de têtes. Une charge nucléaire de faible puissance pour les missiles MSBS ainsi qu'un nouveau missile de croisière naval seront par ailleurs développés.

L'enjeu du financement du renouvellement des capacités

Le coût de l'arsenal nucléaire (opérations et modernisation) a été évalué par le *Congressional Budget Office* à un montant compris entre 350 et 450 milliards de dollars pour la décennie à venir (en incluant le coût total de développement du *B-21* ainsi que le programme d'extension de vie des têtes nucléaires). Une analyse de l'*Arms Control Association* a évalué le coût de l'arsenal à entre 1250 et 1460 milliards de dollars sur trente ans, en tenant compte de l'inflation. Après recapitalisation et affinement du calcul, un *Hearing* à propos de la *Fiscal Year 2018* estimait que le coût de la modernisation s'élèverait à un montant compris entre 230 et 290 milliards de dollars sur une période de plus de vingt ans. Toutefois, en procédant par transfert du coût du programme d'extension de vie des têtes nucléaires du budget du département de la défense à celui de l'énergie (*National Nuclear Security Administration*) et en retranchant le coût de la mission conventionnelle que pourra assurer le *B-21* en plus de la mission nucléaire, ce nouveau calcul ne supprime pas les dépenses totales exigées.

Une telle somme pourrait donc être difficile à engager dans une situation de crise économique (dette publique de 20 000 milliards de dollars, budget de la défense prévisionnel de 639 milliards de dollars pour un déficit public prévisionnel de 487 milliards de dollars pour 2018) ; *a fortiori* si l'on ajoute les coûts astronomiques – même partagés – exigées pour le déploiement de la défense antimissile transcontinentale (États-Unis, OTAN, Israël, Australie, Japon, Corée du Sud).

A rebours de ces analyses réalistes ou pessimistes, c'est selon, la *NPR 2018* qualifie d'« abordable » l'objectif de renouvellement des capacités nucléaires américaines, estimant sans détailler, que le coût maximum à 6,4 % du budget de la Défense soit moins de 1 % du budget

fédéral global, alors qu'il s'élevait à 10,6 % du budget de la Défense et à 3,4 % du budget fédéral global lors de la dernière phase de modernisation durant les années quatre-vingt.

La cohérence des régimes de dissuasion en question

D'après la *NPR*, la dissuasion nucléaire par interdiction semble être destinée à contrer les tentatives d'agressions non nucléaires ou d'escalades nucléaires limitées pour lesquelles il est affirmé que l'État candidat ne retirerait aucun bénéfice. Ailleurs, la dissuasion nucléaire par représailles semble, quant à elle cantonnée au terrorisme nucléaire avec l'affirmation qu'une attaque terroriste nucléaire contre les *USA*, ses alliés ou ses partenaires sera considérée comme une « circonstance extrême » selon laquelle les États-Unis pourront considérer la « forme ultime de représailles. »

Par ces deux déclarations ainsi que par l'omission de l'affirmation que la dissuasion par représailles devrait s'exercer en premier ressort pour la défense des intérêts vitaux américains (voire des alliés et partenaires de l'Amérique) quel que soit la nature de l'attaque, Washington adopte une énonciation malheureuse qui pourrait laisser penser, d'une part que seule la menace d'attaques nucléaires massives permettrait d'obtenir des bénéfices, d'autre part que la dissuasion par représailles ne s'adresse qu'au terrorisme nucléaire...

La dissuasion nucléaire élargie est maintenue en ce qu'elle permet d'éviter la prolifération (des alliés protégés) mais aussi au motif que les forces conventionnelles ne suffisent pas à donner une assurance aux alliés. L'opportunité d'augmenter, en cas de besoin, le nombre des États participant à la dissuasion nucléaire élargie est par ailleurs expressément envisagée.

Dans la conception des États-Unis, la dissuasion nucléaire élargie, cumulée à la dissuasion nucléaire nationale, à la dissuasion conventionnelle ainsi qu'à la DAM augmente le pouvoir général de dissuasion et donc la sécurité du pays. Au contraire, dans une approche pure de la dissuasion nucléaire, la combinaison d'éléments diverses de dissuasion affaiblit le message dissuasif en laissant entendre que la conviction qu'il existe un pouvoir dissuasif suprême de l'atome est moindre et que la détermination à recourir aux armes nucléaires en cas de mise en danger des intérêts vitaux est moins ferme (les autres éléments peuvent être vus comme des solutions de repli).

En affirmant que la dissuasion ne se prête pas à une approche uniforme, que celle-ci doit être flexible et conçue, sur mesure, spécialement en fonction des adversaires, des menaces et des contextes, la *NPR* nous laisse découvrir qu'il est désormais question de stratégies de dissuasion nucléaire, plurielles, auxquelles se combine une stratégie de dissuasion conventionnelle et de DAM et dont l'ensemble laisse envisager une stratégie générale de dissuasion.

Or, si les stratégies de dissuasion nucléaires se multiplient et se combinent davantage avec les autres stratégies de dissuasion, si la puissance des armes est abaissée et la flexibilité des systèmes d'armes accrue, ne risque-t-on pas de glisser vers des logiques d'emplois de l'arme ainsi que vers un abaissement du seuil, et donc plus largement, vers un affaiblissement de la dialectique de la dissuasion nucléaire ?

Le nucléaire non-stratégique

Le document déclare d'ailleurs que les États-Unis, leurs alliés et leurs partenaires ont les capacités de prévenir ou de vaincre tout acte d'agression nucléaire ce qui laisse entendre que le nucléaire peut être employé dans une logique de guerre et risque ainsi d'émousser la confiance dans la dissuasion nucléaire.

Outre la nécessité de contre-balancer les dépenses d'armements de la Russie et de la Chine ainsi que de renouveler des systèmes d'armes anciens, une autre raison au développement des capacités américaines, notamment de faible puissance, réside dans la stratégie de dissuasion nucléaire russe qui prévoirait le recours préemptif aux armes nucléaires tactiques dans le cadre d'une guerre limitée¹¹ ; mais l'existence de cette stratégie n'est pas avérée.

Les capacités nucléaires non stratégiques des États-Unis devraient ainsi reposer à court terme sur le couple *F-35E* + *B61-11* puis *B61-12* (à partir de 2020) à charges réglables, sur des modifications d'ogives existantes de MSBS vers la faible puissance, et à plus long terme, sur le *LRSO* et de nouveaux missiles de croisières nucléaires navals qui pourraient être équipés de charges de faibles puissance ou bien réglables.

D'un point de vue stratégique et international, la multiplication des armes de faible puissance et des armes nucléaires non stratégiques pourrait porter en elle le risque d'un abaissement du seuil du recours à la Bombe et d'un glissement vers la guerre nucléaire limitée qui ne serait rien d'autre que l'abandon de la dissuasion nucléaire.

Interrogations

Les *USA* affirment que tout État, groupe terroriste ou acteur non étatique sera tenu pleinement responsable s'il soutient ou permet les efforts de terroristes dans l'accession ou l'emploi de dispositifs nucléaires. Et Washington précise que le recours au feu nucléaire est envisagé en représailles d'une « attaque nucléaire terroriste » en ce que celle-ci représenterait une circonstance extrême. S'agit-il de deux critères cumulatifs ? Une attaque terroriste nucléaire ferait l'objet d'une riposte nucléaire contre l'entité ayant perpétré l'attaque mais aussi contre les autres entités ayant permis à la première de se doter de dispositifs nucléaires ? Cela pose d'une part le problème de la traçabilité certaine d'une attaque terroriste, d'autre part celui de la possession d'un sanctuaire par les terroristes.

Enfin, et au risque de l'incohérence de leur position, les *USA* affirment également qu'ils ne chercheront pas à ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires mais qu'ils continueront de soutenir la Commission préparatoire de l'Organisation du TICEN et qu'ils ne

11 L'existence d'une telle stratégie n'est cependant pas vérifiée avec certitude. Depuis les années 90, il est notoire que le nucléaire non-stratégique russe sert à compenser la supériorité conventionnelle détenue par les États-Unis et l'OTAN. Certains analystes estiment néanmoins qu'il s'agirait de moyens d'interdiction (sanctuarisation de conflits limités), d'avertissement ou encore de désescalade/sortie de guerre. Disposer de moyens nucléaires d'interdiction à proximité de ses intérêts vitaux n'a rien de choquant ni de problématique. User du nucléaire non-stratégique comme éventuel moyen d'avertissement n'est pas plus choquant et renvoie à la stratégie développée par la France depuis les années 80. Quant à la théorie de la désescalade, il n'existe pas de réels éléments officiels actuels sur ce point ; cette théorie provient soit d'exercices militaires passés (*Zapad 1999* d'une manière avérée ; *Zapad 2009* sans autre preuve que des allégations de la presse polonaise ; *Zapad 2013* sans autre preuve qu'un seul rapport de l'OTAN), soit de déclarations d'anciens hommes politiques russes, soit d'articles académiques d'analystes stratégiques qui peuvent passer pour des ballons d'essais. Autant d'éléments qui n'ont toutefois pas été repris par les discours et les documents officiels russes sur la dissuasion nucléaire. On ne peut donc exclure que ces armes puissent être détenues dans une optique de dissuasion classique, selon une simple stratégie déclaratoire de menace d'emploi ; et l'absence de déploiement incline en ce sens. Quant aux déclarations d'officiels sur la possibilité de frappes nucléaires sur des États alliés d'États détenteurs d'armes nucléaires, elles se sont adressées à des candidats au déploiement du bouclier antimissile (Pologne, Danemark), dans un contexte de guerre dans l'étranger proche (Géorgie, Ukraine) et à propos d'un système d'armes qui pourrait, à terme, menacer les intérêts vitaux russes (remise en question relative de la dissuasion, réversibilité des missiles antimissiles). Cf. Alexis Baconnet, « L'adaptation de la dissuasion nucléaire russe », *Institut français d'analyse stratégique (IFAS)*, 8 février 2018 <<http://www.strato-analyse.org/fr/spip.php?article391>> (article reproduit en annexe n°2).

reprendront pas les explosions nucléaires expérimentales... à moins que la sûreté et la sécurité de leur arsenal nucléaire l'exige.

*
* *

Sans doute par conscience des tensions stratégiques actuelles ainsi que par volonté d'envoyer un message clair, pour la première fois, le résumé analytique de la *NPR* a été traduit en français mais aussi en russe, en chinois et en japonais.

La Stratégie répond à une logique ternaire : identification de l'objectif, acquisition de l'objectif, conservation de l'objectif. Avec la *NPR* 2018, l'objectif des armes nucléaires américaines est de protéger les *USA*, leurs alliés et leurs partenaires ; un objectif si vaste qu'il n'en est plus un par manque de réalisme. L'acquisition de l'objectif est sensée se faire par le déploiement d'une stratégie de dissuasion à la fois potentiellement nucléaire, conventionnelle, antimissile voire hybride si l'on pense aux révolutions de couleur, aux printemps arabes et au *Regime Change*. Cette stratégie se décline ainsi en plusieurs stratégies de dissuasion, ajustables, « sur mesure en fonction de la gamme des adversaires et des menaces. » Autant de stratégies au service d'un objectif dont l'ampleur empêche d'isoler un centre de gravité. Enfin, la conservation d'un objectif aussi vaste que la sécurité des *USA*, de ses alliés et de ses partenaires pourrait être sérieusement remise en cause par les tensions que pourraient générer une telle stratégie.

Quant au volet nucléaire de la dissuasion, il fait, au prétexte de la stratégie nucléaire russe et de la prolifération nord-coréenne, la part belle au nucléaire tactique euphémisé en nucléaire non-stratégique. On envisage ainsi l'échec de la dissuasion, on envisage de vaincre en nucléaire, on annonce des développements d'armes nucléaires de faible puissance, tout en rappelant que les *USA* ne sont aucunement dans une logique d'emploi et de guerre. Si la prolifération nucléaire nord-coréenne est notoire, le caractère préemptif de la stratégie nucléaire russe est plus qu'incertain. Ainsi, la place centrale accordée à la Russie dans la *NPR* tout comme la lecture à sens unique et l'instruction à charge de la stratégie russe qui y sont faites soulèvent deux questions : soit un document stratégique cadre entier a été par erreur érigé à partir d'une mésinterprétation fondamentale, ce qui est serait très inquiétant venant de la première puissance mondiale ; soit l'interprétation est volontaire et sert l'édification d'un discours stratégique destiné à engager et justifier une vaste transformation capacitaire et doctrinale.

En recherchant la flexibilité, l'adaptabilité et la résilience, le *NPR* génère une polyvalence stratégique au risque de la polysémie. Car si l'ambiguïté ne se contente pas de porter sur les contours précis de ce qui doit constituer l'essence de la nation défendue, mais porte sur la stratégie de dissuasion en tant que telle, alors on nuit à la clarté du message, à la dialectique de la dissuasion nucléaire et à l'efficacité de la stratégie.

Au-delà des affirmations de la *NPR*, les États-Unis ont une conception spectrale de leurs intérêts vitaux¹² en raison même de leur traitement au prisme du concept de sécurité globale¹³. Cette conception exige, par voie de conséquence, de multiplier les stratégies de dissuasion selon les régions géostratégiques et les adversaires potentiels.

A vouloir trop embrasser on n'étreint rien. Tel pourrait être le problème de la nouvelle stratégie nucléaire américaine dont l'anatomie, se voulant intrinsèquement polyvalente et labile,

12 Au contraire, par exemple, de la France qui a une conception nodale de ses intérêts vitaux.

13 Cf. Alexis Bacconnet, « Du concept classique de sécurité au concept de sécurité globale », *Revue Défense Nationale*, N°760, mai 2013.

risque d'empêcher l'atteinte des objectifs que se fixe l'Amérique, en brouillant le message stratégique et en générant en retour et par émulation, le contraire de ce qu'elle recherche : estompement du sens de la dialectique dissuasive nucléaire, développements capacitaires adverses, accroissement des sanctuarisations agressives et prolifération nucléaire.

Aspects sécuritaires du discours de Vladimir Poutine du 1^{er} mars 2018¹⁴

Dans son discours du 1^{er} mars 2018 devant le Parlement russe, le président Vladimir Poutine a brossé un très vaste tableau des défis auxquels sera confrontée la Russie pour les années à venir. Après avoir solennellement déclaré que les choix et avancées actuels étaient de nature à façonner le futur de la nation pour les années à venir, le président de la Fédération de Russie a présenté les ambitions et projets de son pays en matière d'économie, de mutation sociale, d'amélioration du niveau et de l'espérance de vie, d'emploi, d'accès à la propriété privé, d'aménagement du territoire et de développement urbain, de développement des routes et des voies de communications, de modernisation des infrastructures, de maîtrise et de développement de l'information et de la communication, d'amélioration de la santé, de protection de l'environnement, de développement de l'éducation et de la culture, et de sécurité. C'est ce dernier point occupant le tiers du discours qui est ici restitué.

La Russie, ayant disposé longtemps de forces militaires en voie d'obsolescence, s'est lancée depuis plusieurs années dans une modernisation de ses systèmes d'armes et de ses capacités. Cette modernisation est désormais en cours d'aboutissement à travers les trois armes (terrestre, aérospatiale et maritime).

La dernière partie du discours est consacrée à la question de la sécurité. Le président Poutine débute cette séquence en affirmant que l'intervention en Syrie avait démontré l'accroissement des capacités militaires russes. Il précise ensuite que 80 nouveaux missiles sol-sol balistiques stratégiques, 102 missiles mer-sol balistiques stratégiques, 3 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de classe *Boreï* ont été reçus par les forces. 12 régiments ont reçu le nouveau missile sol-sol balistique stratégique *Yars* (nlrd : qui remplace le missile *Topol*). Le nombre de porteurs d'armes de précision à longue portée a été multiplié par 12, alors que le nombre de missiles de croisière guidés a été multiplié par 3 et que l'armée de terre, la marine et l'armée de l'air ont grandi de manière significative.

Cette dynamique est le fruit d'une réponse au retrait unilatéral américain en 2002, du traité *Anti-Ballistic Missile (ABM)* de 1972 qui a permis l'expansion globale du système de défense antimissile des États-Unis. Qualifié de pierre angulaire du système de sécurité internationale, ce traité garantissait la pérennité de la dialectique de la dissuasion nucléaire.

Après avoir à de multiples reprises tenté d'enrayer le retrait américain du traité *ABM*, puis de développer un dialogue constructif avec les États-Unis, la Russie a tiré toutes conclusions utiles de la position Washington et des refus essuyés. En dépit de la signature du traité *New START* de 2010 qui organise une déflation du nombre des armements nucléaires stratégiques, le système antimissile américain a continué de progresser technologiquement et géostratégiquement au point de venir dévaluer l'accord international suscité en risquant de remettre en question le potentiel de la dissuasion nucléaire russe.

Aussi, en réponse au projet antimissile américain, la Russie s'est-elle engagée dans le développement d'une nouvelle génération de missiles destinée à déjouer les capacités du système antimissile américain.

14 Alexis Baconnet, « Aspects sécuritaires du discours de Vladimir Poutine du 1^{er} mars 2018 », *Institut français d'analyse stratégique (IFAS)*, avril 2018, <<http://www.strato-analyse.org/fr/spip.php?article395>> (article reproduit en annexe n°2).

Le président Russe présente ainsi le nouveau missile sol-sol balistique stratégique *Sarmat*, destiné à remplacer le missile *Voevoda*. Pesant plus de 200 tonnes, le *Sarmat* dispose d'une phase d'accélération courte réduisant le risque d'interception et sera doté d'une large gamme de charges nucléaires (ndlr : il s'agit d'un missile *MIRVé*), de corps de rentrées hypersoniques ainsi que des contre-mesures les plus modernes. Sa portée est déclarée comme pratiquement sans limites, pouvant frapper aussi bien à travers des trajectoires passant par le pôle Sud que par le pôle Nord.

Le discours mentionne ensuite l'existence de nouvelles armes stratégiques en cours de développement, ne recourant pas à des trajectoires balistiques et contre lesquelles les systèmes antimissiles sont inopérants. Il s'agit notamment de missiles furtifs tel que le *X-101* (ndlr : peut-être une évolution du missile de croisière conventionnel furtif air-sol *Kh-101*) à profil de vol bas, emportant une charge nucléaire robuste, présenté comme n'ayant pas de restriction de portée et comme capable d'adopter une trajectoire imprévisible rendant son interception impossible par les défenses antimissiles.

Des véhicules submersibles opérés à distance (ndlr : des drones navals), capables d'évoluer à grande profondeur à une vitesse plusieurs fois supérieure à celle d'un sous-marin, des torpilles modernes ainsi que des navires de surface parmi les plus rapides ont été développés. Ces systèmes sont qualifiés de discrets, hautement manœuvrables et pratiquement invulnérables. Les véhicules submersibles opérés à distance sont à capacité duale (conventionnelle et nucléaire) et sont à même de frapper des cibles variées telles que des aéronefs ou des défenses côtières. Un système de propulsion nucléaire de taille réduite pour ces véhicules vient de terminer sa phase de test. Les tests qui ont été menés permettent de débiter le développement d'un nouveau type d'arme stratégique qui pourrait emporter une munition nucléaire de haute puissance.

Vladimir Poutine parle ensuite d'un missile air-sol hypersonique de haute précision entré en phase d'essai dans les forces en décembre 2017 (ndlr : probablement le *Kh-47M2 Kinzhal*). Manœuvrable à tout moment de sa course, capable d'atteindre plus de 10 fois la vitesse du son (ndlr : plus de Mach 10) pour une portée de plus de 2 000 kilomètres, ce missile est capable d'emporter des charges nucléaires ou conventionnelles.

Une rupture technologique réside par ailleurs dans le développement d'un nouveau système de missile stratégique disposant d'un véhicule planeur, testé avec succès (ndlr : peut-être un véhicule planeur stratosphérique) et capable de dépasser la vitesse de Mach 20 et de manœuvrer verticalement et latéralement sur plusieurs milliers de km, le rendant invulnérable aux défenses. Enfin, des avancées significatives dans les armes laser sont mentionnées, tout en affirmant qu'il y a beaucoup plus en développement que ce que le discours présente.

Pour autant, après avoir égrainé ces avancées technologiques militaires, le président Poutine rappelle que la Russie ne menace personne et n'est pas en train d'attaquer qui que ce soit ou de prendre quoi que ce soit à personne par la menace des armes.

La séquence sécuritaire du discours se termine en précisant que la Russie est très préoccupée par certains passages de la *Nuclear Posture Review* américaine de 2018 qui étend les possibilités de réduction, mais aussi réduit, le seuil d'emploi des armes nucléaires. Et le président Poutine de rappeler que « *la Russie se réserve le droit d'employer les armes nucléaires uniquement en riposte à une attaque nucléaire, ou à une attaque avec d'autres armes de destructions massives contre le pays ou contre ses alliés, ou en réponse à un acte d'agression contre elle au moyen d'armes conventionnelles qui menaceraient l'existence de l'État.* ». Il insiste encore en précisant que « *tout recours aux armes nucléaires contre la Russie ou contre ses alliés, quelle que soit la portée des*

armes, sera considéré comme une attaque nucléaire contre ce pays. Les représailles seront immédiates, avec toutes les conséquences qui s'en suivront. »

La séquence du discours se termine en affirmant que les politiques russes ne seront jamais fondées sur l'invocation d'un « exceptionnalisme » et que la Russie respecte le droit international et croit dans le rôle central et inviolable des Nations unies.

*
* *

Exercice de stratégie déclaratoire centré sur la technologie, la partie sécuritaire de ce discours est focalisée sur la dissuasion nucléaire (toutes les technologies présentées sont soit des vecteurs ou porteurs nucléaires, soit des vecteurs à capacité duale), cœur de l'architecture de défense russe.

Ce discours est une réponse d'une part au déploiement du bouclier antimissiles, d'autre part aux mutations doctrinales et aux modernisations capacitaires portées par la *NPR* américaine parue en février 2018. Le propos est avant tout destiné à signifier – y compris au besoin en bluffant quant à l'avance ou quant aux capacités technologiques des systèmes d'armes présentés – que la Russie opère au-delà de son retour militaire avec l'intervention en Syrie, un retour dans la compétition pour la maîtrise de la haute technologie militaire, notamment nucléaire, à même de contourner le système américain de défense antimissiles ; système dont l'expansion ne pouvait du reste que générer une nouvelle course aux armements.

Il s'agit de réaffirmer que l'arsenal nucléaire est indispensable à la sécurité de la Russie et qu'il demeure à la pointe de l'innovation tout en rappelant au passage que la stratégie de dissuasion nucléaire russe n'a rien de préemptive.

Certes, des nuances sont probablement à apporter quant aux possibilités financières de concrétiser l'ensemble de ces programmes d'armements et quant à la véracité de certaines performances des matériels voire même quant à la réalité de certains matériels. En effet, débiter le développement d'un programme ne signifie pas, loin de là, qu'il est sur le point d'aboutir. Parler d'absence de restriction de portée pour un vecteur missilier peut être réaliste si l'on parle de missiles balistiques pouvant être tirés depuis des SNLE croisant potentiellement n'importe où ou depuis un territoire national transcontinental comme la Russie. En revanche, avancer une absence de restriction de portée pour un missile de croisière, même hypersonique, est encore douteux vu l'état d'avancement de cette technologie, à moins d'affirmer cela en tenant compte de l'allonge de l'appareil porteur qui pour le coup se doit d'être un bombardier stratégique. Parler d'invulnérabilité des systèmes d'armes relève davantage de la propagande. L'invulnérabilité n'existe qu'à un instant « t » de l'évolution technologique et en supposant que l'on connaît exactement l'état des capacités offensives adverses. Parler du succès d'une phase de test n'indique rien sur le positionnement de cette phase dans l'état d'avancement général du programme... Mais, par-delà ses nuances, il n'en demeure pas moins qu'il faut observer avec le plus grand sérieux la réalité de la position nationale et de l'affirmation politique portées par le discours.

L'adaptation de la dissuasion nucléaire russe¹⁵

La Russie sortirait de l'orthodoxie stratégique en combinant dissuasion nucléaire stratégique, stratégie d'emploi et abaissement potentiel du seuil d'emploi, arsenaux non-stratégiques et dissuasion coercitive non linéaire ; au risque de rendre sa stratégie incohérente et incompréhensible. Les documents cadres, la proximité des intérêts vitaux et la *praxis* pourraient cependant attester d'une stratégie de dissuasion classique.

L'arme nucléaire russe dans la Doctrine militaire 2014 et la Stratégie de sécurité nationale 2015

L'activité militaire de l'Organisation du traité de l'atlantique nord (OTAN) à proximité des frontières russes, les tentatives de doter l'Alliance de fonctions globales et l'expansion de la défense antimissile, le concept de frappe planétaire globale et le déploiement d'armes conventionnelles de précision, sont potentiellement déstabilisants.

L'arme nucléaire joue un rôle de prévention des conflits nucléaires et conventionnels (y compris régionaux) ce qui exige son maintien à niveau. Relevant du Président de la Fédération, le recours au feu nucléaire est prévu en représailles à une attaque au moyen d'armes de destructions massives (nucléaires, chimiques, biologiques) contre la Russie ou ses alliés, ou bien en riposte à une attaque conventionnelle « compromettant l'existence même de l'État. »

Des intérêts vitaux pouvant être menacés à travers l'étranger proche

La menace des intérêts vitaux¹⁶ d'un pays constitue le seuil justifiant la menace d'emploi du feu nucléaire. Les intérêts vitaux russes semblent englober le territoire national ainsi que l'étranger proche¹⁷, soit la Communauté des États Indépendants (CEI). C'est dans ou à proximité de cet espace que l'OTAN est perçue comme active et que la Russie craint un conflit dont l'engrenage pourrait compromettre l'existence même de son État.

La sécurité de la Russie commence ainsi aux frontières extérieures de la CEI¹⁸. Toutefois, les pays Baltes ne font pas partie de la CEI mais pourraient appartenir à l'étranger proche¹⁹, tout comme la Géorgie (membre de 1994 à 2008) et l'Ukraine (membre de 1991 à 2014). La définition de l'étranger proche est donc probablement volontairement floue, entretenant une incertitude propice à l'exécution de la manœuvre dissuasive.

15 Alexis Baconnet, « L'adaptation de la dissuasion nucléaire russe », *Institut français d'analyse stratégique* (IFAS), 8 février 2018 <<http://www.strato-analyse.org/fr/spip.php?article391>>

16 Les intérêts vitaux sont un concept de la stratégie française, mais chaque détenteur de l'arme nucléaire dispose d'un équivalent.

17 Le concept remonte vraisemblablement au tsarisme et a été utilisé sous Brejnev ; il apparaît en politique en 1992. Cf. notamment Jean-Christophe Romer, *Géopolitique de la Russie*, Paris, Economica, 1996, pp. 53-68, Sophie Tournon, « Retour sur le concept d'un étranger proche russe », *Regard sur l'Est*, 15 décembre 2010 <http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1134> et Laurent Chamontin, « Russie et étranger proche : retour sur une année dramatique », *Diploweb.com*, 18 novembre 2014 <<https://www.diploweb.com/Russie-et-Etranger-proche-retour.html>>

18 Jean-Christophe Romer, *Op. cit.*, p. 57.

19 *Idem.*

Guerre limitée et armes nucléaires

Les armes non-stratégiques russes ainsi que certaines déclarations et manœuvres traduiraient l'existence d'une stratégie d'emploi, notamment dans un conflit de nouvelle génération²⁰ et donc limité. Pour autant, la doctrine ne parle pas de recours aux armes nucléaires dans les conflits limités et la possession de telles armes ne fait pas une stratégie d'emploi puisqu'elles peuvent servir à dissuader dans un conflit limité à proximité des intérêts vitaux. Enfin, il est notoire, depuis les années 90, que le nucléaire non stratégique russe sert à compenser la supériorité conventionnelle détenue par les États-Unis et l'OTAN.

Certains analystes estiment néanmoins qu'il s'agirait de moyens d'interdiction (sanctuarisation de conflits limités), d'avertissement ou encore de désescalade/sortie de guerre. Disposer de moyens nucléaires d'interdiction à proximité de ses intérêts vitaux n'a rien de choquant ni de problématique. User du nucléaire non stratégique comme éventuel moyen d'avertissement n'est pas plus choquant et renvoie à la stratégie développée par la France depuis les années 80. Quant à la théorie de la désescalade, il n'existe pas de réels éléments officiels actuels sur ce point ; cette théorie provient soit d'exercices militaires passés (Zapad 1999 d'une manière avérée ; Zapad 2009 sans autre preuve que des allégations de la presse polonaise ; Zapad 2013 sans autre preuve qu'un seul rapport de l'OTAN)²¹, soit de déclarations d'anciens hommes politiques russes, soit d'articles académiques d'analystes stratégiques qui peuvent passer pour des ballons d'essais. Autant d'éléments qui n'ont toutefois pas été repris par les discours et documents officiels russes sur la dissuasion nucléaire. On ne peut donc exclure que ces armes puissent être détenues dans une optique de dissuasion classique, selon une simple stratégie déclaratoire de menace d'emploi ; et l'absence de déploiement incline en ce sens.

Quant aux déclarations d'officiels sur la possibilité de frappes nucléaires sur des États alliés d'États détenteurs d'armes nucléaires, elles se sont adressées à des candidats au déploiement du bouclier antimissile (Pologne, Danemark), dans un contexte de guerre dans l'étranger proche

20 La guerre de nouvelle génération (GNG) est la réponse russe à la guerre hybride (GH) américaine telle que menée autour de la guerre en Géorgie, des révolutions de couleurs et des insurrections arabes. La GH mélangerait *soft power* et *hard power* combinant des outils militaires, diplomatiques et économiques ; entre autre pressions diplomatico-politiques, guerre économique (sanctions, boycotts, subversion financière), chantage énergétique et diplomatie des pipelines, entretien de l'opposition interne au gouvernement, agents d'influence, actions clandestines y compris militaires, gestion de l'information dans tous les espaces et gestion de sa répercussion sur Internet et sur les réseaux sociaux... Cette forme de guerre capitaliserait sur l'action indirecte, les campagnes d'information, les organisations militaires privées, les opérations spéciales et le potentiel interne de protestation tout en étant renforcée par des capacités militaires conventionnelles et nucléaires sophistiquée, cf. notamment Dmitri Adamsky, *Cross-Domain Coercion. The Current Russian Art of Strategy*, Institut français des relations internationales, Proliferation Paper 54, November 2015, p. 25 <<http://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pp54adamsky.pdf>>. En réponse, la GNG mêlerait nucléaire, conventionnel, paramilitaire, information et cyber et la Russie raisonnerait désormais en termes de dissuasion stratégique combinant nucléaire, conventionnel et non-militaire ou selon une stratégie de coercition transversale, cf. notamment Dmitri Adamsky, *Op. cit.* et Kristen ven Bruusgaard, « Russian Strategic Deterrence », *Survival*, 58-4, 2016 <<https://www.iiss.org/-/media/silos/survival/2016/survival--global-politics-and-strategy-august-september-2016/58-4-02-ven-bruusgaard/58-4-02-ven-bruusgaard.pdf>>.

21 Cf. notamment Olga Oligier, *Russia's Nuclear Doctrine. War We Know, What We Don't and What That Means*, Center for Strategic and International Studies, May 2016 <https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/160504_Oliker_RussiasNuclearDoctrine_Web.pdf> ; Keir Giles, « West Should Keep a Wary Eye on Russia's Zapad War Games », *Chatham House, The Royal Institute of International Affairs*, 16 August 2017 <<https://www.chathamhouse.org/expert/comment/west-should-keep-wary-eye-russias-zapad-war-games>>. Qu'il s'agisse des soit disant simulations de frappes nucléaires russes ou d'un hypothétique risque d'invasion des pays Baltes fantasmé par un rapport de la Rand, les informations concernant d'hypothétiques menaces posées par la Russie à l'Europe sont rapidement et puissamment relayées par la quotidien britannique conservateur *The Daily Telegraph*.

(Géorgie, Ukraine) et à propos d'un système d'armes qui pourrait, à terme, menacer les intérêts vitaux russes (remise en question relative de la dissuasion, réversibilité des missiles antimissiles²²).

Les armes nucléaires russes sont dédiées à la défense des intérêts vitaux de la Russie qui peuvent notamment être menacés par l'insécurité dans son étranger proche. L'immixtion de l'arme nucléaire dans un schéma de guerre de nouvelle génération ne serait pas incohérente dès lors que ce conflit aurait cours dans l'étranger proche²³. Consciente du rapport entre espérance de gains et risques encourus, la Russie déroule une stratégie de dissuasion calibrée pour les conflits limités de l'étranger proche. Profitant du flou de ses intentions, elle adapte sa menace d'emploi à l'environnement de sécurité et table sur la capacité de destruction unitaire de l'arme nucléaire pour contraindre l'adversaire à la prudence.

22 Le système de lancement vertical *Mk41* équipant les plate-formes *Aegis* et *Aegis Ashore* est capable de tirer des missiles de croisière *Tomahawks* qui sont des armes duales, capables d'emporter des charges conventionnelles ou nucléaires.

23 Il faut toutefois rappeler que l'article de Valéry Guérrassimov paru dans le *Courrier militaro-industriel de Russie* (« La valeur de la science est dans la prédiction », *Courrier militaro-industriel de Russie*, n°8-476, 27 février-5 mars 2013) et fondateur de ce que les Occidentaux nomment « doctrine Guérrassimov », ne fait pas état du nucléaire dans la guerre de nouvelle génération.

Document de recherche - Mai 2018

ifas

Institut français d'analyse stratégique

